



Convoquée par le Secrétaire générale suite à une demande de la majorité des membres des Nations-Unies, l'Assemblée Générale des Nation Unies a tenu une réunion extraordinaire au sujet de la crise humanitaire et alimentaire sans précédent dans la zone des Grands Lacs en Afrique centrale. Des tensions armées accrues et de sérieuses menaces pour la sécurité de la région viennent aujourd'hui aggraver la situation. L'Assemblée Générale demande donc au Conseil de sécurité de l'ONU de se saisir de la question.

Contexte :

Dans un contexte de pandémie mondiale, de nombreuses institutions de l'ONU (e.g FAO, PAM), mais également de la société civile, comme l'ONG Action Contre la Faim, alertent depuis plusieurs mois sur la recrudescence de la faim dans le monde et plus spécifiquement dans les zones en conflits.

Un accent est mis notamment sur les zones d'Afrique sub-sahélienne et plus spécifiquement la sous-région des Grands lacs. Marquée par une dynamique régionale complexe, la zone du Nord Kivu, partagée entre la RDC, le Rwanda et le Burundi fait face à de nombreuses tensions ethniques et frontalières. La pandémie ayant entraîné une augmentation de la malnutrition, les tensions n'en sont qu'exacerbées.

Un conflit centré sur l'exploitation des minerais (or, étain, coltan et diamants) est en cours dans la province du Kivu. Cette zone située dans la partie Est de la RDC et qui a une frontière avec les territoires Burundais de Cibitoke, Bubanza et Bujumbura, les territoires de Cyangugu au Rwanda est agitée de longue date par des flambées de violences interethniques en particulier entre Hutu et Tutsi originaires du Rwanda et du Burundi voisins.

La forte pression démographique entraîne qui plus est une importante concurrence d'accès aux terres agricoles. Des flux migratoires en provenance du Rwanda exacerbent également les tensions ethniques.

Dans la nuit du 3 au 4 décembre 2020, des ONG locales lancent un appel à l'aide et font état de nombreux morts suite à une montée en puissance des tensions entre la RDC et le Rwanda. Selon le gouvernement de RDC, des milliers de rwandais armés ayant traversé la frontière se seraient appropriés des terres agricoles, soutenues par des entreprises privées du secteur des minerais. Le gouvernement de RDC est intervenu militairement sur la zone frontalière, faisant usages de la force contre les "pilleurs", appelés "terroristes" par ce dernier. On compte déjà plusieurs centaine de morts, et de nombreuses personnes ont été envoyées vers des camps de rétention.

La pandémie associée à de nombreux conflits armés historiques intra et inter-étatique, notamment relatifs à l'accès aux ressources naturelles, accentuent les risques de malnutrition et engendre une crise humanitaire majeure dans la région.

La communauté internationale, préoccupée par la situation des populations frontalières dans la zone du Kivu, ainsi que par le risque de voir éclater un conflit armé entre la RDC et le Rwanda, demande au Conseil de Sécurité de l'ONU de prendre mesures adaptées le plus rapidement possible.

António Guterres
Secrétaire Générale de l'ONU